

8 mai 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing à Bordeaux, sur le Projet socialiste et l'enjeu du deuxième tour de l'élection présidentielle, vendredi 8 mai 1981.

Mes amis de Bordeaux, de la Gironde et de l'Aquitaine, j'aperçois vos bannières ici du Pays Basque, là du Gers, et je dois d'ailleurs m'excuser auprès de nos amis du Midi - Pyrénées de ne pas avoir pu aller à Toulouse hier, mais malheureusement les engagements qui étaient les miens, c'est-à-dire l'obligation de paraître à la fois dans mes fonctions de Président de la République - j'avais à les assumer - et de candidat, et les émissions de télévision ne m'ont pas permis de tenir toutes les réunions que j'aurais souhaité tenir, et c'est pourquoi d'ailleurs, monsieur le maire ` Jacques Chaban-Delmas ` , nous avons déplacé la réunion de Bordeaux, et nous avons eu l'audace de concurrencer un match de football.

- Cette réunion à Bordeaux est pour moi pleine de symboles. D'abord le symbole peut-être le plus important, c'est que c'est la dernière réunion de cette campagne ` campagne électorale ` , et je souhaite que ce soit la dernière réunion électorale de la France en 1981.

- Je ne vous donne pas rendez-vous, monsieur le maire, dans huit semaines, je crois que les Françaises et les Français ont été suffisamment informés, suffisamment consultés, et si vous me le permettez, suffisamment trompés pour qu'il ne soit pas nécessaire de prolonger encore pendant deux mois le festival électoral de printemps ! Donc c'est, je le souhaite, la dernière réunion de la campagne.\

Le deuxième symbole, c'est que nous sommes le 8 mai, le 8 mai 1981, qui évoque pour beaucoup d'entre nous le 8 mai 1945, qui l'évoque pour vous, monsieur le maire ` Jacques Chaban-Delmas ` , et je devrais dire mon général, étant donné nos -rapports hiérarchiques de 1945.

- Peu de responsables politiques actuels étaient aux armées le 8 mai 1945 £ parmi les candidats à l'élection présidentielle, j'étais le seul, et c'est pourquoi, d'ailleurs, j'ai passé cette journée accompagné de mes quatre camarades de char, du char Carrousel, au bord duquel nous avons appris au matin du 8 mai 1945 avec surprise, avec émotion, nous ne le savions pas, l'annonce de l'armistice, de la capitulation allemande et de la paix. Ils sont là sur cette tribune avec moi, vous les reconnaissez.

- C'était un équipage de char parmi les autres, mais typiquement français. Quand nous nous voyons, nous retrouvons nos souvenirs d'autrefois £ nous sommes restés amis et camarades, nous nous tutoyons, et l'un d'entre eux a été dans l'intervalle Prix de Rome de Sculpture.

- Le plus célèbre d'entre eux n'est donc pas à cette tribune.\

Comme c'est la dernière réunion de la campagne ` campagne électorale ` , je crois qu'on peut être un peu simple, un peu direct. Permettez-moi de vous raconter une anecdote. Je n'ai pas raconté beaucoup de souvenirs de guerre, mais notre char, qui s'appelait Carrousel, pourquoi Carrousel ? Parce que c'était un régiment qui autrefois avait sa garnison à l'Ecole militaire à Paris, et c'est le seul régiment qui se soit évadé de France avec son commandement et avec son emblème, et il avait donné à son matériel le nom des rues et des monuments de Paris. Les deux chars successifs que nous avons eus avaient de très beaux noms : l'un s'appelait Arc de Triomphe et l'autre s'appelait Carrousel. C'était l'Arc de Triomphe du Carrousel, et c'est notre char Carrousel qui est entré le premier de tous les moyens de combat de l'armée française dans la ville de Constance, une grande ville de l'Allemagne du Sud. J'étais à l'époque ` 8 mai 1945 ` chef de char. Le chef de char surveille la route devant lui, et nous étions en tête du convoi de la Première

char. Le chef de char surveille la route devant lui, et nous étions en tête du convoi de la Première Armée qui s'avancait vers Constance. Dans la petite ville précédente, il y avait eu un dernier accrochage, nous nous étions tirés dessus avec la dernière unité qui était une unité de SS allemande, et puis sortis du village, nous nous sommes avancés vers Constance, et je regardais à la jumelle pour voir l'entrée de la ville. Constance est une ville qui a un pont à son entrée, un pont qui est superbe, sans être toutefois aussi large et aussi important que les ponts de Bordeaux.\

Je voyais de loin la route, et il y avait juste à l'entrée de ce pont un personnage comme, hélas, certains d'entre nous en gardent le souvenir, c'est-à-dire ces Allemands de la Feldgendarmarie, qui avait un casque sur la tête et une espèce de grande plaque qu'il portait sur la poitrine, et qui tenait à la main son signal d'orientation, c'est-à-dire un bâton avec au bout un disque rouge et blanc.

- Nos chars étaient dotés d'un canon très puissant. Il y avait cet individu très loin, tout seul, et j'ai dit au tireur : nous allons le prendre en mire, et puis nous allons voir, s'il bouge, on tire.

- Nous nous sommes avancés lentement, il nous regardait, on voyait qu'il nous voyait approcher, et quand nous avons été à une cinquantaine de mètres, tout à coup il a fait le geste du professionnel, il a pris son bâton et il nous a indiqué l'entrée de la ville. C'est ainsi que le premier char français, le nôtre, est entré dans Constance. Ce jour du 8 mai restera pour nous tous qui l'avons connu un jour d'émotion profonde. Nous retrouvions la paix, et surtout nous retrouvions la paix intérieure, celle que nous avons perdue, la paix de la liberté et de l'indépendance reconquise pour la France. C'est pourquoi en souvenir du 8 mai 1945, et je pense que personne ici ne s'étonnera de ce geste, je vous demanderai de respecter avec moi une minute de silence. Je vous remercie.\

Cette réunion de Bordeaux est enfin symbolique, monsieur le maire `Jacques Chaban-Delmas`, pour reprendre un mot célèbre de Racine, parce que c'est vous et parce que c'est moi, et qu'ainsi, en 1981, nous terminons ensemble côte à côte cette campagne `campagne électorale` présidentielle.

- Nous la terminons côte-à-côte, et au milieu des parlementaires de l'Aquitaine que je salue à cette tribune, et qui représentent ici je ne dirai pas l'unité retrouvée, elle n'a jamais été perdue, mais l'unité manifestée par la majorité pour assurer dans ce grand scrutin national la permanence de la Vème République et de la France.

- Comme c'est la dernière réunion de la campagne, je suis surveillé de près par la Commission de contrôle qui, vous le savez, observe tous nos gestes. Il ne me reste plus maintenant qu'une heure et demie pour m'adresser à vous.

- Je ne sais pas quelle est la tradition de l'éloquence girondine, mais je crois que c'est une tradition d'éloquence assez abondante, et donc je voudrais parler devant vous de plusieurs sujets, d'abord de l'enjeu de cette campagne, ensuite de nos projets pour l'Aquitaine dans le septennat nouveau, enfin, comme vous n'avez sans doute pas assisté à mes dernières dix minutes, je vous dirai ce que j'ai dit tout à l'heure aux Françaises et aux Français pour terminer ma campagne, et au lieu de l'avoir sur les écrans de la télévision, vous l'aurez ainsi directement en face à face.

- C'est une campagne qui a été longue, mes concurrents l'avaient commencée bien avant moi. J'étais tenu par les responsabilités de ma charge, j'étais tenu aussi par quelque chose que vous avez compris, qui était le désir de me tenir à l'écart de tout ce qui pouvait accentuer les divisions de la majorité. J'ai donc commencé ma campagne en dernier, et je commencerai par vous poser la question suivante : quand on voit cette campagne, est-on tenté de la faire durer deux mois de plus ?

- Croyez-vous que l'aspiration des Françaises et des Français, c'est de reprendre dans quinze jours le débat auquel nous avons assisté et pendant lequel j'ai eu tant de mal à faire jaillir la vérité ?\

Dans cette campagne `campagne électorale`, parce que c'était mon devoir, mon double devoir de candidat et de Président de la République, j'ai cherché à faire apparaître la vérité, pour que les Françaises et les Français choisissent en connaissance de cause. Ce qui a été le plus difficile, au cours de cette campagne, c'est de faire apparaître la vérité, et je souhaite que dans les quelques

heures qui nous restent, cette vérité soit bien connue et comprise de toutes les Françaises et de tous les Français, cette vérité que mon concurrent `François Mitterrand` supporte si mal, perdant son sang-froid, et vous l'avez vu hier soir, en venant même aux insultes, confirmant ainsi le vieil adage populaire, il n'y a que la vérité qui blesse !

- Ce n'est pas comme cela, - je vous le dis parce que c'est vous qui déciderez, ce n'est pas moi, - qu'on gouverne un grand pays.

- où donc était hier soir "la force tranquille" ? Toutes les propositions que j'ai citées, toutes les citations que j'ai faites figurent dans le Projet socialiste, Projet socialiste que j'avais apporté avec moi au-cours du face-à-face télévisé, face-à-face dont j'avais proposé qu'il soit suivi par un autre de façon à ce que la vérité puisse apparaître à chacune et à chacun d'entre vous. Qui a cherché à éviter le premier face-à-face, et qui s'est opposé à ce qu'il y en ait un second ?

- Il ne faut pas alors retrouver la mémoire au bout de 48 heures, et venir s'étonner des affirmations ou des citations qui ont été produites. J'ai toutes les preuves, et toutes les références de ce que j'ai dit.\

J'ai accepté démocratiquement dans cette campagne `campagne électorale` qu'on me juge sur mes actes, et j'ai même accepté qu'on me juge sur des actes qui n'étaient pas seulement les miens parce qu'ils étaient aussi ceux des gouvernements successifs, et qu'ils étaient aussi ceux des majorités parlementaires qui ont eu à trancher un certain nombre de problèmes, dans lesquels le Président de la République n'intervient pas directement, et cependant je n'ai esquivé aucune responsabilité. Vous ne m'avez pas entendu nier ou renier aucun des actes de mon septennat.

- Et bien, puisque j'ai accepté qu'on me juge sur mes actes, pourquoi mon concurrent `François Mitterrand` n'accepte-t-il pas qu'on le juge au moins sur ses écrits ?

- Ces écrits, les voici. Comme il m'a mis en cause hier soir dans des termes qui n'étaient pas acceptables parce qu'ils n'étaient conformes ni à la dignité d'un Président, ni à la dignité d'un candidat à la Présidence, je vous ai apporté ce soir un certain nombre de confirmations.

- Tout à l'heure à Verdun, puis à Tours, maintenant à Bordeaux, j'ai ramené les textes pour vous les lire. J'ai rappelé au-cours de mon émission à la télévision, comme le disait tout à l'heure Jacques Chaban-Delmas, que mon concurrent avait reconnu la nécessité, pour lui qui dissoudra aussitôt l'Assemblée nationale - "au revoir, messieurs les parlementaires" ! - et qui le fera dans un délai très bref et en position de faiblesse, parce qu'il ne peut pas ne pas avoir un accord électoral, de négocier, il l'a reconnu, avec le parti communiste. Quand on négocie à deux, où se situe l'accord intermédiaire ? Il se situe nécessairement entre les deux positions, et donc les propositions qui ont été publiées, éditées, signées par le parti socialiste seront par la force des choses le minimum de ce qui pourra être accepté au-cours d'une négociation entre le parti socialiste `PS` et le parti communiste `PCF`.

- Je vous en donne lecture sur deux sujets.\

Premier sujet, la médecine libérale. Je connais la grande tradition médicale de Bordeaux, elle remonte, vous le savez bien, très loin dans le passé, elle s'est poursuivie toujours depuis par le grand éclat de vos formations soit universitaires, soit d'écoles de santé.

- Vous savez qu'on vous a expliqué hier qu'il s'agissait de créer de petits centres de soins quelque part, cachés dans des banlieues. Voilà ce que dit le texte du Projet socialiste dans sa page 329 :

- "Ce statut libéral ne peut plus être dominant dans notre système de soins. Il n'est plus adapté. Le moment est venu pour nous d'amorcer un second tournant en abandonnant le paiement à l'acte médical. Nous devons ensuite étendre le principe que la santé à l'hôpital est un service public à la médecine de ville et à l'ensemble des actions de santé menées auprès de la population".

- Je lis toujours le texte :

- "Pour y parvenir, le rôle pilote sera confié aux centres de santé agréés".

- S'agit-il alors de ces petits centres dissimulés ici ou là dans des maisonnettes de banlieue ? Il s'agit au contraire d'une position de doctrine.

- "Le moment est venu pour nous d'amorcer un second tournant en abandonnant le paiement direct de l'acte médical...".\

Deuxième exemple, les cadres et leur retraite. J'ai reçu à l'Elysée, et d'ailleurs avant même l'Elysée quand j'étais ministre de l'économie et des finances, période lointaine, période pour moi heureuse, j'ai reçu M. Malterre à plusieurs reprises, puis j'ai reçu ses successeurs. Ils m'ont toujours dit : il y a un engagement que vous devez prendre pour nous, c'est de maintenir le plafonnement des cotisations sociales, car le déplaçonnement, c'est la ruine de notre système de retraite des cadres.

- Je vous rappelle d'ailleurs qu'il y a eu des manifestations en France, il y a de cela deux ans et trois ans, sur l'esplanade des Invalides contre le déplaçonnement évidemment pour la retraite des cadres.

- Que dit le texte, page 318 ? "Une répartition plus juste et négociée des charges supportées par les assurés, par le déplaçonnement des cotisations et par l'harmonisation des charges pesant sur les salariés et sur les non salariés". "Harmonisation pour les non salariés", vous savez ce que cela veut dire. Donc je répète, déplaçonnement des cotisations. Alors ce n'est pas la peine de nier ! On peut avoir en France le programme que l'on veut, mais il faut avoir un programme ouvert, que chacun puisse discuter et vérifier, et non pas un programme qu'on enfonce dans la pénombre de sa poche lorsqu'il s'agit de rechercher les voix des Français !\

Dernier exemple, parce que c'est un sujet sur lequel quand on met en cause la parole du Président de la République celui-ci doit répondre, les impôts sur les successions.

- Je me souviens qu'en 1968 il y avait eu un grand débat sur ce sujet qui avait profondément ému, troublé les Français. Monsieur Chaban-Delmas, vous êtes maire de Bordeaux, mais vous êtes aussi président de l'Assemblée nationale, vous contrôlez donc le dépôt et la discussion des amendements. Lors du débat sur la loi de finances pour le budget de cette année, il y a eu un amendement déposé par les membres du groupe socialiste et leurs apparentés, avec une série de signatures. Cet amendement prévoit dans son tableau I, je l'ai montré tout à l'heure à la télévision mais vous ne l'avez peut-être pas vu, de porter à partir de 500000 F les droits de succession en ligne directe, c'est-à-dire entre parents et enfants et entre maris et femmes, de 20 % qui est le taux actuel à 45 %.

- Cet amendement a été distribué, mis aux voix, il a été soutenu par les membres du parti socialiste, il a été heureusement, messieurs les députés, repoussé grâce à vous, et à l'heure actuelle on en nie l'existence.\

Or là aussi, au-cours de la campagne `campagne électorale`, j'ai entendu les préoccupations des agriculteurs, des commerçants, des artisans, des viticulteurs, qui veulent pouvoir transmettre le - fruit de leur travail, le -fruit de leur exploitation à leurs enfants pour qu'ils poursuivent leur activité. A-partir de 500000 F, 45 % d'impôt, et personne ne peut le nier puisque c'est un amendement qui a été déposé, signé et soumis au vote de l'Assemblée nationale. Alors pourquoi se cacher derrière son ombre ?

- Pour que vous l'ayez à votre disposition, j'ai demandé à ces jeunes Bordelais et Bordelaises de passer dans vos rangs pour vous le distribuer en souvenir de ma visite, et en souvenir des inexactitudes qui vous ont été présentées au-cours de cette campagne électorale.

- Vous faites la distribution ...

- Elle n'est pas destinée à vous convaincre, elle est seulement destinée à vous éclairer. Tout à l'heure, dans des explications qui ont été données en fin de matinée, après que j'aie quitté Paris - quand on mène une campagne comme celle-ci, on ne cesse pas d'être étonné - on a dit : oui, c'est exact, on a déposé cet amendement, mais il ne concerne pas l'agriculture. J'ai relu le texte, et on va vous le donner, il n'y a aucune exception pour l'agriculture. Le mot "agriculture", le mot "exploitation agricole" n'est à aucun endroit mentionné dans le texte.

- Alors pourquoi à nouveau chercher à vous tromper ?\

C'est à Bordeaux, devant vous, donc, que j'achève cette campagne `campagne électorale`.

- Je vous remercie .. je ne sais pas s'il faut vous appeler ici, localement, monsieur le président `Assemblée nationale` ou monsieur le maire `Jacques Chaban-Delmas`, mais enfin, compte tenu de mes fonctions, je respecte les grandes institutions de la République, je vous appelle

tenu de mes fonctions, je respecte les grandes institutions de la République, je vous appelle monsieur le président, je vous remercie de votre présence, je vous remercie de vos propos, ils m'ont fait plaisir, ils vous font honneur.

- J'avais dit, en commençant cette campagne, qu'elle ne serait pas une épreuve pour moi, mais qu'elle serait, au contraire, un moment de liberté & les journalistes qui m'ont accompagné, en tout cas tels ou tels d'entre eux qui m'ont posé des questions, m'ont dit : "Mais est-ce que cette campagne n'est pas très fatigante pour vous ?" pas du tout. Cette campagne était, au contraire, d'une certaine manière, une libération pour moi, parce que j'étais plus libre de parler, de m'exprimer, de rencontrer les Françaises et les Français, sans avoir l'écran épais et inévitable des murs qui m'ont enfermé pendant sept ans.

- J'ai rencontré les Françaises et les Français, je leur ai parlé et à leur manière ils m'ont parlé. Seules les démocraties libérales, et il n'y en a pas beaucoup dans le monde, permettent cet échange.

- Quel est donc le pays du monde dans lequel le Président de la République en exercice fait une campagne telle que celle que j'ai faite, une campagne de rencontre, plus que mon concurrent `François Mitterrand`, une campagne de réunions publiques, alors que je pouvais me contenter de rester à l'Élysée et de faire quelques appels à la télévision ? Mon nom a été tiré au sort pour savoir si je parlais le premier, le second ou le cinquième, m'avez-vous entendu protester ? Je suis allé devant un face à face, je n'ai amené avec moi aucun journaliste, j'ai accepté les journalistes que mon concurrent proposait.

- Oui, un pays, un grand pays de liberté.\

Quel est l'enjeu de cette campagne ? Comment gagner ? L'enjeu, vous le connaissez, Jean François-Poncet, Jacques Chaban-Delmas vous l'ont rappelé. C'est le choix entre la France du déclin et la France de l'espoir.

- C'est un choix qui s'est presque toujours posé à la France. Il y a toujours eu la tentation du renoncement et du déclin. Il y a presque toujours eu le langage insidieux et pervers de la démagogie qui vous explique que ce n'est pas la peine de poursuivre l'effort, qu'il y a toutes sortes d'avantages qui sont cachés au coin de la rue et qu'il suffit de s'avancer pour les avoir.

- Et puis, il y a le courage simple et tranquille du peuple français qui a pu, dans des circonstances graves, faire des choix que ses dirigeants politiques ne lui proposaient pas.

- Je vous rappelle, par exemple, le grand choix de 1962, celui de l'élection présidentielle au suffrage universel, tous les dirigeants politiques de la France, à quelques rares exceptions près, étaient contre cette formule, vous étiez pour, j'étais pour, et le peuple français a choisi de soutenir cette proposition. Mon concurrent `François Mitterrand`, dans cette campagne `campagne électorale`, était contre !\

Quel est le programme alternatif ? On parle souvent d'alternance, est-ce que le programme socialiste vous offre ici, en Gironde et en Aquitaine, une alternance ?

- Ce n'est pas un programme social-démocrate, comme il y en a dans la totalité des autres pays d'Europe de l'Ouest, je relisais récemment les déclarations du Congrès Social démocrate de l'Allemagne fédérale `RFA` en 1959, où le parti socialiste allemand `SPD` a renoncé aux nationalisations, a opté pour la libre entreprise, a choisi l'économie libérale. En France, pas du tout, nous restons, hélas, vingt ans en retard.

- Lorsque je rencontre mon partenaire et mon ami le chancelier Helmut Schmidt et que nous parlons d'un sujet économique ou financier, je lui dis parfois en parlant un peu vite : "Vous qui êtes socialiste ..", il m'interrompt tout de suite et me dit : "Ne dites jamais cela, je ne suis pas socialiste, je suis social-démocrate".

- Or, le programme qu'on propose aux Françaises et aux Français que naturellement près de la moitié, j'espère moins de la moitié, des Françaises et des Français sont prêts à adopter, à la stupéfaction du monde, ce n'est pas un programme social-démocrate, c'est un programme de socialisation de l'économie française, socialisation dont nous ne ressortirons ensuite que très difficilement.\

La liberté, cela se protège, mais une fois qu'on l'a perdue, cela se reconquiert très lentement et je parle bien entendu des libertés économiques et sociales.

- Quelques exemples :

- Nationaliser la moitié de l'industrie française .. là aussi mon concurrent `François Mitterrand` s'est tout à fait perdu dans ses chiffres ... si l'on prend le chiffre d'affaire des entreprises dont il a annoncé la nationalisation avec leurs filiales directes, nous avons à l'heure actuelle 22 % de notre industrie française qui sont nationalisés, il s'y ajouterait environ 25 à 27 %, et nous serions donc au voisinage de 50 %. Il n'y a pas un pays occidental qui soit dans cette situation.

- La nationalisation de la totalité du système bancaire grand, moyen et petit : lorsque nous avons ce débat en face à face, j'imaginai qu'il ferait une exception pour les institutions locales, mais pas du tout, il a insisté : la totalité du système bancaire. Cela veut dire que pour la première fois dans notre histoire, tout le patrimoine des Françaises et des Français serait obligatoirement entre les mains d'organismes étatiques. Je vous demande d'y réfléchir.\

Un programme qui crée la section politique d'entreprise .. Vous avez parlé tout à l'heure, Jacques Chaban-Delmas, de la poursuite de notre effort de progrès social et de justice, j'y reviendrai, fondé d'ailleurs sur la politique contractuelle, avec les syndicats, dont vous avez été un initiateur et que nous avons poursuivie au-cours des dernières années, vous savez très bien que les grands syndicats réformistes ne veulent pas de l'introduction des partis politiques dans l'entreprise .. Je vous laisse imaginer ce que sera la vie des entreprises girondines, grandes et petites, lorsqu'à côté des discussions syndicales normales, il y aura aussi des discussions politiques systématiquement organisées et reconnues comme un droit !\

Mon concurrent propose l'unification de l'enseignement, c'est-à-dire l'absorption de l'enseignement privé, et je voudrais rappeler aux parents de Bordeaux et de l'Aquitaine que si nous sommes très attachés au fonctionnement du grand service public de l'Education, à condition bien entendu qu'il n'introduise dans l'éducation aucun élément politique ou idéologique et qu'il revienne à la grande tradition républicaine, qui est celle où l'école n'intervient pas pour former ou pour déformer le jugement politique ou idéologique de ses élèves, nous sommes pour le pluralisme.

- Voilà donc le programme qui vous est proposé, voilà le programme, monsieur le maire, pour lequel une grande partie des Bordelaises et des Bordelais, des Girondines et des Girondins, s'apprête à voter, et c'est pour moi, comme Président de la République, mais plus encore comme citoyen, la source, la cause d'un étonnement incompréhensible.

- Quand je connais l'attachement des Françaises et des Français pour la liberté, que je connais leur refus de la bureaucratisation, par quel entraînement, par quelle aberration, ces hommes et ces femmes que nous connaissons, que nous côtoyons et que nous respectons, vont-ils prêter la main si peu que ce soit, à la socialisation de la société française, car ce programme que je vous ai lu est un programme marxiste.

- Combien de socialistes, combien de Français sont-ils prêts à l'appliquer ? Une infime minorité, mais si c'est une infime minorité, alors pourquoi voter pour lui ?\

Ce que je vous propose, c'est le contraire :

- C'est d'orienter la France vers une société de responsabilité, de liberté et d'initiative individuelle,

- C'est de desserrer les mâchoires de l'étau bureaucratique et non de le resserrer davantage £

- c'est de garantir le pluralisme de l'éducation £

- - c'est de maintenir l'indépendance de la médecine libérale qui nous accompagne depuis l'enfance jusqu'aux maladies les plus douloureuses £

- - c'est de maintenir l'entreprise familiale agricole, sans prétendre gérer à son compte son patrimoine foncier £

- - c'est de poursuivre notre croissance £

- - c'est d'accroître notre niveau de vie £

- - c'est de défendre la valeur extérieure et intérieure de notre monnaie, la grande muette de cette campagne électorale, grâce à nous et grâce à l'action du gouvernement qui a su la mettre à l'abri £

- - c'est enfin de sauver nos institutions £

- - c'est de garder à la France son rang parmi les toutes premières puissances du monde, et

imaginez l'autorité d'un Président de la République française dont le monde entier saura qu'il a eu besoin pour être élu d'un contingent important de voix communistes.\

Entre le déclin et l'espoir, les Français choisiront l'espoir.

- Mais alors, comment gagner ?

- Par l'union des Français épris de liberté. Ce sont, et de loin, les plus nombreux. Si l'on pouvait tout à coup enlever les vieux souvenirs, les vieilles rancunes, les traditions qui ne sont que des survivances et qui n'ont pas de racines profondes, si on posait aux Françaises et aux Français les vraies questions que je vous ai posées, il y aurait une large majorité, ce ne serait pas 51, 53, ce serait 70 %.

- C'est pourquoi, je sais que certains sont dans l'opposition, d'autres ont hésité dans la majorité, je demande aux uns et aux autres d'être fidèles à eux-mêmes. Je le demande d'abord à la gauche libérale, qui ne tombera pas dans le piège qui lui est tendu. Ce n'est pas la gauche libérale qui va, en France, aider mon adversaire à bâtir, avec l'alliance du parti communiste, une société bureaucratique !

- J'en prends à témoin ce Sud-Ouest, ce grand Sud-Ouest, auquel j'ai montré que j'étais attaché, ce Sud-Ouest qui, depuis des siècles, est épris de tradition libérale avec ce qu'elle a parfois de frondeur ou de girondin .. le radicalisme et le radical-socialisme y ont formé des générations entières et, sous d'autres mots, ils habitent encore les esprits et modèlent certains des comportements.

- Les radicaux et les socio-démocrates ne peuvent pas considérer comme leur le programme présenté ou je dirai plutôt tardivement avoué, par mon concurrent `François Mitterrand`. Il est d'ailleurs significatif que mon concurrent n'ait pas eu un mot au lendemain du premier tour pour la famille radicale et radicale-socialiste. C'est pourquoi les libéraux de gauche ne peuvent pas renoncer à ce qu'ils sont.

- Robert Fabre, aujourd'hui médiateur, et contraint par ses fonctions à la neutralité et au silence, a eu, en 1977, le courage personnel de refuser le programme commun. J'adjure la gauche libérale de rester elle-même, de garder son authenticité nécessaire à l'équilibre de la nation.\ Et cette demande, je l'adresse, bien entendu, et bien davantage, à la majorité. Je demande à la majorité de rester elle-même. Contre une majorité unie malgré ses contradictions, l'opposition ne peut rien. C'est ce que montre le score du premier tour. Vous savez que la majorité a pratiquement atteint le score de 50 % au premier tour, va-t-elle se diviser, va-t-elle se perdre au second tour ... car la majorité divisée, c'est l'arrivée d'un autre régime, c'est le saut dans l'inconnu, avec le déclin de la France et la fin des institutions de la Vème République.

- Le rôle premier de la famille gaulliste, aujourd'hui comme hier, c'est de sauvegarder l'héritage institutionnel du Général de Gaulle.

- Lorsqu'on écrira l'histoire de France de notre époque je sais à l'avance que le grand apport du Général de Gaulle à la France sera celui des institutions de la Vème République. De grâce, ne les abandonnez pas et ne les perdons pas.

- Pour vous, membres de la famille gaulliste, avant toute chose, avant tout intérêt personnel, avant toute préoccupation matérielle, je sais que vous faites passer au premier rang l'héritage institutionnel du Général de Gaulle.\

Les institutions, dans un pays, vivent par l'esprit de ceux qui les pratiquent. La majorité battue, ce serait le lendemain le régime des partis, les comités centraux dirigeront, anonymes et irresponsables, comme ils l'ont fait dans le passé.

- C'est pourquoi je demande à la famille gaulliste de rester elle-même, dans ce qui fait sa substance, son authenticité et son rôle historique.

- Je suis heureux que la présence à mes côtés de Jacques Chaban-Delmas, Compagnon de la Libération, homme de tradition gaulliste, comme la présence tout à l'heure à mes côtés à Verdun de Pierre Messmer, incarnent cette volonté. Je suis heureux qu'au-cours de la semaine, tous les grands responsables du RPR et avant-hier Jacques Chirac, aient décrit les véritables dangers et désigné le véritable adversaire. Ainsi s'affirme, chaque fois que le danger se fait pressant, l'unité de la majorité.\

Vous savez que la question d'être en majorité est la question de l'unité de la majorité.

vous m'avez posé la question, c'était en quelque sorte le questionnaire de Bordeaux, de ce que seraient mes intentions et mon action sur un certain nombre de sujets au-cours du septennat nouveau.

- Ce que je souhaite faire de la France, non pas moi tout seul, mais avec la majorité réunifiée et avec des équipes renouvelées, pour assurer l'impulsion nécessaire à la vie politique de la France, c'est un pays de liberté, un pays de justice, épris de la qualité de la vie, et enfin une nation forte et paisible.

- Un pays de liberté : le dynamisme de notre pays est fondé sur la responsabilité, l'initiative et sur l'imagination. La France est devenue une grande puissance industrielle. Pendant sept ans, loin de décliner, elle a monté des degrés dans l'échelle des nations.

- Quand j'étais jeuneministre des finances, je m'étais fixé un objectif qui paraissait tout à fait irréalisable à l'époque et cela a une signification particulière en Aquitaine et à Bordeaux en raison de votre lointain passé, c'était que l'économie française devienne plus puissante que l'économie britannique.

- En 1960, nous étions encore loin derrière l'économie britannique, nous sommes maintenant 30 % devant l'économie britannique .. Nous montons des degrés dans l'échelle des nations !

- Comment avons-nous réussi ? C'est parce que chacun est responsable, que chacun peut prendre des initiatives, que la jeunesse française à laquelle je m'adresserai tout à l'heure, veut aspirer à exercer de plus en plus de responsabilités dans la société de notre pays, alors qu'on veut restreindre, laminer, réduire la capacité d'entreprendre.

- C'est pourquoi je réponds à Jacques Chaban-Delmas : nous devons au contraire libérer l'économie, nous devons libérer les forces productives de la France, nous devons alléger les contraintes qui pèsent sur elles, contraintes bureaucratiques, contraintes fiscales, charges de toutes -natures et dans ces Etats généraux de la majorité que je propose en effet de réunir, il faudra examiner ce que nous pouvons faire ensemble de manière réaliste à cet égard.\

Une France plus juste : vous avez posé la question de savoir si je souhaitais une France plus juste .. vous m'avez posé la question sûrement pour me donner l'occasion de vous répondre, parce que vous connaissiez à l'avance ma réponse : nous avons travaillé ensemble pendant sept ans, malgré la crise, pour que la France soit plus juste et si nous terminons aujourd'hui cette campagne présidentielle dans le calme social, si l'année 1980 a été l'année où depuis seize ans il y a eu le plus petit nombre de jours de grève en France, c'est bien parce que nous avons fait progresser la justice.

- Si j'ai observé la progression dans mon électorat dans toutes les grandes zones industrielles de la France, dans tout les grands ensembles industriels, même ceux frappés par la crise et par le chômage, c'est parce que nous avons fait progresser la justice.

- Nous avons amélioré le sort des personnes âgées, elles le savent, et nous poursuivons notre effort.

- Nous avons amélioré le sort des handicapés, ils le disent à leur manière, manière réservée et discrète, mais ils le savent et nous continuerons notre effort.

- Nous avons amélioré le sort des familles, pas suffisamment sans doute, les charges des familles nombreuses restent très lourdes, mais ce n'est pas en supprimant le quotient familial pour les cadres qu'on améliorera la situation des familles nombreuses en France & c'est en poursuivant au contraire l'effort des dernières années.\

Nous avons également exprimé notre solidarité aux rapatriés. C'est depuis 1974 que la collectivité nationale a eu deux grands gestes de solidarité vis-à-vis des rapatriés : l'amnistie que j'ai fait voter au lendemain de mon élection et qui a été votée par toute la majorité, s'il reste des points d'imperfection, qu'on me les soumette, nous les réglerons, et c'est aussi l'indemnisation qui a été votée au début de 1978 et qui se poursuivra jusqu'à ce que la situation matérielle des rapatriés tienne compte des épreuves qu'ils ont subies du fait de l'histoire.

- Les rapatriés et les Français musulmans, ces Français que j'ai trouvés, en 1974, onze ans après leur retour en France, dans des baraques, dans des camps, dans des hameaux, ces Français musulmans pour l'éducation des enfants desquels il n'y avait aucune disposition particulière et dont nous avons pu, là aussi, en quelques années, transformer la situation, mais cet effort sera

poursuivi pour eux-mêmes et pour leurs enfants.\

Monsieur le maire, la solidarité et la justice resteront dans ces temps difficiles, notre règle. Nous continuerons à améliorer la situation des plus faibles, des plus démunis, et si je suis élu, je souhaite que d'ici la fin du septennat, nous éliminions les derniers îlots de pauvreté qui subsistent dans la société française.

- Il n'est pas digne de nous qu'il y ait encore dans le monde rural français, dans telle ou telle partie du sud-ouest ou du centre de la France, de réels îlots de pauvreté. Il n'est pas digne de nous que subsistent encore, malgré l'effort que vous avez entrepris comme Premier ministre, et dont je garde bien le souvenir, des conditions de logement ou de vie qui sont plus proches du Quart-Monde que de la vie normale d'un Français ou d'une Française. Je souhaite que lorsque je quitterai les fonctions que vous m'aurez confiées, il ne reste plus en France aucun îlot de pauvreté.

- La société française doit être une société accessible et douce pour les faibles. Nous avons entendu, nous entendrons encore jusqu'à ce soir minuit, donc dans cinquante minutes, c'est à peu près ce qui me reste pour mon discours, rassurez-vous, je conclurai .. exalter l'égoïsme .. On m'a dit : il faut promettre ceci à ceux-là, il faut répondre à la revendication de ceux-ci, parce que, naturellement, après l'élection on n'est pas sûr de le faire, mais répondez quand même, cela vaut mieux .. Si je ne l'ai pas fait davantage, c'est que je préfère être le Président d'une France de solidarité que le Président d'une France qui se contenterait d'additionner les égoïsmes !\ Il y a enfin les grands enjeux nationaux, mais ceux-là, j'ai à peine besoin de les évoquer.

- L'indépendance : au début de mon septennat, on me critiquait en disant que j'avais sans doute l'intention de rejoindre plus ou moins l'organisation atlantique `OTAN`, vous vous en souvenez .. à la fin de mon septennat, on me critique pour avoir rencontré dans un grave moment de crise les plus hauts responsables de l'Union soviétique `rencontre avec L. Brejnev à Varsovie` pour les informer des conséquences possibles des actions qu'ils étaient tentés d'entreprendre.

- Par ces deux exemples, vous voyez bien que j'ai assuré, d'un bout à l'autre, l'indépendance de la politique de la France.\

La défense : grâce à un effort qui avait été entrepris avant moi, mais grâce à un effort que j'ai accéléré, accentué, à-partir de 1974 - 1975, nous sommes la troisième puissance militaire du monde et je voudrais vous donner quelques exemples :

- D'abord, notre force de dissuasion. Je n'ai pas eu la cruauté l'autre jour, parce qu'en effet lorsqu'on a une connaissance plus approfondie des dossiers, il ne faut pas exploiter certains de ses avantages, d'aller plus loin dans la question de savoir ce que mon concurrent `François Mitterrand` me reprochait en ce qui concerne nos sous-marins nucléaires pour lesquels il n'a pas voté un centime de crédit, sous-marins nucléaires pour lesquels il a voté contre les trois lois programme de défense, sous-marins nucléaires dont j'ai décidé en 1975 qu'ils seraient dotés de fusées à têtes multiples que nous appelons les M4, qui vont équiper nos sous-marins à-partir de 1985 et qui vont multiplier par six leur puissance.

- Quand il y a des discussions très superficielles, on dit : faut-il construire un sous-marin de plus .. mais sachez que nos sous-marins, à-partir de 1985, auront au total 36 fois la puissance qu'avait notre force sous-marine initiale ! Je n'ai pas voulu pousser plus loin le débat, mais voilà ce que nous avons fait pour la défense de la France !\

Un autre exemple : nos interventions en Afrique.

- Lorsque j'ai été élu, il s'est posé au début de l'automne 1974 la question d'une intervention possible en Afrique. Nous n'avions pas à l'époque les moyens de le faire. Quatre années plus tard, en 1978, nous sommes intervenus dans des conditions de courage, le courage était pour les hommes, et d'efficacité, qui nous ont valu l'admiration de tous les dirigeants du monde, à la seule exception des dirigeants de notre opposition.

- Et d'ailleurs, je suis heureux d'apercevoir au 1er rang de cette assistance, le Général - à l'époque Colonel - qui était notre attaché militaire au Zaïre et qui nous a donné ... qui m'a donné les éléments d'information et de décision qui ont permis de sauver plusieurs centaines de vies humaines.

- Voilà pour l'indépendance, voilà pour la défense.\

Et quant aux institutions, aujourd'hui où je vous rends, dans trente-six heures, le pouvoir que vous m'avez confié en 1974, je vous le rends intact & il n'y a pas une attribution de la présidence, il n'y a pas une application d'un texte institutionnel ou constitutionnel de la Vème République que j'aie permis d'affaiblir, et j'en prends à témoin les parlementaires qui sont ici, et vous, monsieur le Président de l'Assemblée nationale.

- J'ai maintenu intactes les institutions de la Vème République quand on l'a faite, il n'y a pas de questions à vous poser à cet égard.\

Et enfin, à la majorité.

- La majorité a connu des tensions, de 1976 à 1981. Etaient-elles évitables ? Qui peut le dire ?

Mais, puisqu'elle a rencontré 2 grandes échéances politiques : les élections `législatives` de 1978 qu'elle a gagnées, et l'élection présidentielle de 1981, qu'elle doit gagner, pourquoi la majorité ne prendrait-elle pas elle-même un départ aussi nouveau que le départ de la France, et je souhaite donc que passe un grand vent d'air pur et d'oubli sur d'anciennes querelles, sur d'anciens souvenirs, en pensant à tout ce qui nous attend pour servir et pour conduire l'intérêt de la France.

- Il n'y aura pas les bien aimés et les mal aimés, ceci n'est pas dans mon caractère & je me dis souvent - il y a comme ça des formules qu'on dit sur soi, j'en ai dites quelques-unes à la télévision - que je suis quelqu'un qui a la mémoire de tout, sauf de la rancune, parce que la rancune c'est un boulet qui vous tire en arrière et qui vous empêche de vous consacrer avec toutes vos forces, avec toute votre ouverture d'esprit, aux tâches qui vous attendent, et donc il n'y aura pas les bien aimés et les mal aimés, il y aura tous ceux qui voudront travailler ensemble.\

Quelques mots sur l'Aquitaine et sur le Sud-Ouest. En Aquitaine, je crois qu'on peut utiliser l'image de la fusée, parce que d'abord vous en connaissez la pratique et, ensuite, qu'elle s'applique bien à l'Aquitaine, l'image de la fusée à 3 étages.

- En Aquitaine, le 1er étage de la fusée a été allumé par Jacques Chaban-Delmas. L'histoire revient à dire qu'il a été et qu'il reste le 1er artisan de l'Aquitaine.

- Le 2ème étage de la fusée Aquitaine, il a été lancé par mes prédécesseurs et par toute la majorité : nous avons construit au Verdon l'un des avant-ports les plus importants d'Europe & l'été prochain verra la mise en service de l'autoroute Paris - Bordeaux, que nous n'avons pas ralentie mais au contraire accélérée. Le contournement de Bordeaux et la liaison Bordeaux - Toulouse seront achevés, messieurs les Lot-et-Garonnais, en 1982, et Bayonne - Pau - Toulouse en 1985.

- Le 3ème étage de la fusée ce n'est pas une oeuvre partisane, c'est une oeuvre au bas de laquelle j'ai mis ma signature et que je dédie à toute la jeunesse d'Aquitaine, c'est le plan du grand Sud-Ouest. J'aurais pu concevoir ce plan comme une machine de guerre contre l'opposition, nous aurions pu concentrer les crédits sur les seuls départements ou sur les seules villes qui étaient favorables à la majorité & nous ne l'avons pas fait parce que c'est contraire à l'honneur d'un homme d'Etat.

- Nous ne l'avons pas fait non plus parce que nous travaillons pour la jeunesse et nous travaillons pour toute la jeunesse du Sud-Ouest qui n'admet plus les querelles partisans. D'ailleurs, le plan du grand Sud-Ouest a un point commun avec le projet socialiste, ce point commun c'est que les socialistes nient l'existence de l'un comme de l'autre.\

Au fond, dans cette campagne `campagne électorale`, il y a 2 choses qui les gênent : ils sont gênés par tout ce que nous avons fait et ils sont gênés par tout ce qu'ils voudraient faire.

- Le président du conseil régional d'Aquitaine avait parlé d'un plan en trompe l'oeil - c'est une citation que je fais & il est parti d'ailleurs, j'ai vu ça dans la presse, s'assurer des conditions dans lesquelles se déroule le vote de la Réunion & je lui demande à son retour, à l'aéroport, de revenir avec une pancarte sur laquelle il y aura d'écrit, d'un côté, le pourcentage de voix que j'aurai obtenu et, de l'autre, le pourcentage de voix qui aura été obtenu par le candidat qu'il soutient !.. et il s'apercevra du strict respect des règles démocratiques dans nos départements d'outre-mer, dont les vaincus du suffrage universel ne doivent pas insulter les habitants sous

pretexte qu'ils ont des conditions de vie ou qu'ils ont telles ou telles caractéristiques différentes des nôtres. J'ai ressenti cela comme un outrage à des Français qui sont nos égaux et qui font partie de notre collectivité nationale. Alors, bon voyage, monsieur le maire !

- Le 26 avril d'ailleurs, les Aquitains lui ont dit où était la vérité : la majorité a remporté plus de la moitié des suffrages à Bordeaux, et plus de 55 % au 1er tour à Pau.

- Le 1er adjoint au maire de Montpellier avait dit : "Le plan du grand Sud-Ouest n'existe pas".

C'était une sorte de reprise d'un poème célèbre de Prévert et les électeurs de Montpellier lui ont répondu : nous mettons en tête le candidat de l'espoir.

Grâce au plan du grand Sud-Ouest, le visage de l'Aquitaine commence à changer. L'agriculture va pouvoir surmonter ses handicaps traditionnels et ses crédits d'investissement ont été majorés des deux-tiers, l'Aquitaine de l'an 2000 est déjà présente dans les universités et dans les laboratoires et c'est à Bordeaux que se prépare la métallurgie du futur, à base de matériaux composites, et l'application de la biologie à l'industrie et c'est à Agen que s'installe l'Institut de biologie fruitière, c'est à Biarritz que va être employé, pour la 1ère fois en Europe, le cablage par fibres optiques et si je pouvais développer - je ne le peux pas - tout mon programme pour le futur, je vous indiquerai qu'il y a un domaine où la France doit être en tête de tous les pays du monde, c'est précisément l'utilisation des fibres optiques.

- L'emploi industriel diminuait chaque année, en Aquitaine, d'environ 1 % par an. En 1980, première année du plan, la tendance est inversée : il a augmenté de 1 %.

- En deux ans, 200 aides à l'investissement ont été accordées, permettant la création de 6400 emplois industriels. La centrale nucléaire du Blayet entrera en service l'année prochaine, et je rappelle qu'en pleine puissance elle produira l'équivalent des trois quarts de la production de Lacq à son meilleur niveau, et son électricité coûtera aux consommateurs, soit les consommateurs privés, soit, désormais - comme nous venons de le décider, - les consommateurs industriels, trois fois moins que le gaz de Lacq.

- Voilà ce qui a été fait, voilà ce que nous continuerons à faire pour l'Aquitaine.

- Et je souhaite, 1 fois, 2 fois, au cours du prochain septennat, revenir à Bordeaux, comme je l'ai fait il y a un peu plus d'un an, pour constater sur place les résultats de notre plan de développement et pour apercevoir avec vous le renouveau de l'Aquitaine !

Voici, pour conclure, ce que j'ai dit tout à l'heure à la télévision et que je vais commenter devant vous, puisqu'il n'y avait pas de grand écran sur cette scène.

- J'ai dit ceci :

- Françaises, Français, dans cette campagne `campagne électorale` j'ai essayé de vous faire apparaître la vérité pour que vous choisissiez en toute connaissance de cause. On vous a noyés sous un flot de paroles et de promesses, faites pour séduire, mais aussi pour vous tromper.

- Quel est l'essentiel ? Sur-le-plan politique, si vous élisez mon concurrent `François Mitterrand`, ce sera le désordre politique, la dissolution immédiate de l'Assemblée, un gouvernement intérimaire et de nouvelles élections d'ici deux mois. Ce ne sera pas nouveau, ce sera ancien, nous avons connu cette situation dans le passé, et nous vivons de nouveau au jour le jour, au mois le mois, au hasard des combinaisons des partis. Ce sera la fin en réalité de la Vème République que les Françaises et les Français ont choisie massivement contre mon concurrent d'aujourd'hui qui a toujours voté contre elle et qui veut, maintenant, en assumer la présidence !

- Si vous m'éélisez, nous allons, grâce au dialogue qui s'est établi entre nous, où je vous ai entendus et compris, et grâce à un large renouvellement des équipes et des hommes, repartir d'un autre pied, mais sans désordre ni secousse. Ensemble, nous ferons tout de suite redémarrer la France !

Sur-le-plan économique et social, on vous propose de dépenser ce que nous avons protégé, c'est-à-dire notre monnaie et nos ressources publiques. Vous avez peut-être oublié, ou vous n'avez pas connu si vous êtes jeunes, les conséquences des budgets en déficit, tels que la France les pratiquait il y a plus de vingt ans. Ces conséquences sont simples : la vie plus chère, encore plus injuste pour les petits revenus, c'est-à-dire les personnes âgées, qui s'en souviennent, les familles, et ceux qui travaillent à leur compte. Et puis, comme il faudra bien que tout se paye, le tour de vis de l'austérité est au bout de ce chemin-là.

- La démagogie est une tentation, mais c'est aussi un grave danger. J'ai le devoir de vous avertir que les premières conséquences financières seraient immédiates, et que ces conséquences vous toucheront dans votre vie quotidienne.

- J'ai le devoir de vous en avertir, parce que je le sais, et je ne veux pas qu'ensuite il y ait l'étonnement habituel, disant : "Mais, si nous l'avions su !... Si on nous avait prévenus à temps, jamais nous n'aurions fait un tel choix ! ..." J'ai donc le devoir de vous en avertir.

- Dans ces conditions, personne ne pourra plus embaucher en France. La croissance des charges et des contraintes découragera tous les chefs d'entreprise, petits, moyens et grands, d'embaucher, dans une période d'incertitudes et de risques, et vous verrez arriver, à partir des mois de juillet, d'août et septembre, les 200000 jeunes Françaises et jeunes Français, qui viendront, par mois, chercher du travail à la sortie de leur école ou de leur formation, auxquels l'économie française, désorganisée, sera incapable de rien offrir.\

De mon côté, dans le programme que je vous propose, le plus dur a déjà été fait. Nous avons préservé le franc `monnaie`, limité le déficit. Grâce à l'effort et aux sacrifices des Français, la confiance est prête à ressurgir, à condition de ne pas dilapider nos chances. Nous pourrions ainsi résoudre les grands problèmes de la France : le problème du chômage, avec la création d'un million d'emplois nouveaux que nous sommes capables de créer, et celui de l'avenir économique de la France, que nous avons préparé avec soin et acharnement. La France réussira, car elle est de plus en plus compétitive.

- Je veux que la France du septennat nouveau soit plus ouverte et plus douce. Les jeunes m'ont beaucoup aidé dans cette campagne `campagne électorale`. Je les remercie de m'avoir accompagné & ce sera d'ailleurs une des singularités de cette campagne de voir que les jeunes ont eu l'instinct de choisir celui qui avait, au départ, le handicap le plus lourd puisqu'il portait sur ses épaules sept années de travail de la France & au lieu d'aller vers ceux qui leur promettaient telle ou telle illusion, ou telle ou telle facilité, avec leur instinct et leur jugement, ils m'ont accompagné et soutenu dans cette campagne parce qu'ils ont compris que je ne cherchais pas à réveiller le passé, mais à leur ouvrir l'avenir.\

Dans cette campagne, on m'a dit souvent : "Ne parlez pas du rôle et de la place de la France dans le monde, cela ne vous gagnera pas de voix, ce n'est pas cela qui fera voter les Français". C'est un conseil que j'ai préféré ne pas suivre.

- J'ai été votre Président pendant sept ans. Une grande partie de mon temps a été consacrée à représenter la France dans le monde, pour que la France joue son rôle, comme je le disais tout à l'heure, tienne sa place, soit digne et respectée. Je sais que cela compte pour vous. Je sais qu'au moment où vous vous déciderez individuellement, vous aurez à côté de votre pensée légitime pour vos difficultés de vie ou pour vos problèmes, une autre pensée qui viendra du plus profond de vous-mêmes et qui, je l'espère, submergera l'autre, c'est-à-dire une pensée pour la France.

- Il est vital pour l'Europe que la France reste forte et stable. Toute l'opinion européenne, dimanche soir et lundi matin, va observer le vote de la France. Elle voudra savoir si, dans ce monde tourmenté, la France restera un élément de sécurité et de stabilité pour l'Europe, et je souhaite que vous lui conserviez ce rôle.\

Françaises, Français, nous voici égaux les uns et les autres. Notre bulletin de vote, à vous et à moi, pèsera d'un même poids pour décider le sort de notre pays. Il n'y aura pas les gens importants et les gens modestes, il n'y aura pas les gens bruyants et les gens timides, il n'y aura qu'une seule catégorie de Français et chacun aura la même importance. Chaque voix compte, aucune ne doit manquer au moment décisif, pour quelque justification que ce soit ! On le regrette amèrement plus tard ... mais plus tard, c'est trop tard. Réfléchissez. Réfléchissez tant qu'il est temps.

- L'enjeu, c'est l'avenir, l'avenir immédiat et lointain de la France, les deux avenir qui ne sont qu'un, l'avenir de chacune et de chacun de vous, et l'avenir de vos enfants, dont vous ne voulez pas qu'ils vivent dans un pays affaibli, en désordre, en déclin, et qu'ils y vivent du fait de votre choix. L'enjeu, c'est la France.

- Je me suis donné beaucoup de peine dans cette campagne `campagne électorale` qui

s'achève, et je crois qu'on peut dire, maintenant qu'elle s'achève, que c'était une belle campagne. C'était une campagne populaire - ce sont les suffrages populaires qui m'ont soutenu au 1er tour, je les ai bien reconnus dans les circonscriptions - c'était une campagne démocratique, c'était aussi une campagne réfléchie, à cause des Français, et généreuse, à cause des Françaises. Oui, c'était une belle campagne !

- Comme je crois que vous l'avez compris après votre choix de dimanche, je suis sûr qu'ensemble, dès la semaine prochaine, nous entreprendrons notre marche vers une France plus forte dans le monde et plus fraternelle pour les Français. Vive la République ! Vive Bordeaux, la Gironde et l'Aquitaine ! Et maintenant, allez la France !\